

France/Après le chaos de Paris

Macron prend le temps de répondre aux «gilets jaunes»

AFP

Paris/France

Pas de prise de parole dans l'immédiat mais une rencontre - à une date non précisée - avec des chefs de partis et des représentants des manifestants pour le Premier ministre.

LE gouvernement cherchait hier comment surmonter la crise provoquée par les émeutes inédites qui ont secoué Paris samedi lors des manifestations des "gilets jaunes", mais Emmanuel Macron a prévenu qu'il ne prendrait pas la parole dans l'immédiat.

"Le président de la République ne s'exprimera pas aujourd'hui (hier)" a fait savoir le Palais de l'Élysée après une réunion de crise avec les ministres clés de ce dossier devenu explosif, tant la fronde des "gilets jaunes", ces Français modestes, semblent incontrôlable, et tant les images d'émeutes en plein Paris ont frappé les esprits.

Il a en revanche demandé au Premier ministre Edouard Philippe de recevoir, à une date non précisée, "les chefs de partis représentés au Parlement ainsi que des représentants des manifestants", au nom d'un "souci constant de dialogue".

Auparavant, peu après son retour du G20 en Argentine, il s'était rendu au pied de l'Arc de triomphe, célèbre monument parisien où repose le soldat in-

connu, qui a été dégradé samedi lors de la troisième journée de mobilisation des "gilets jaunes" auxquels se sont joints de nombreux casseurs.

Le président a été hué par plusieurs gilets jaunes sur place.

Le monument, un des plus visités et des plus emblématiques de Paris, a été tagué, son musée saccagé, le visage d'une sculpture, reproduction de "La Marseillaise", brisé. La secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées Geneviève Darrieussecq devait être présente à la traditionnelle cérémonie du ravivage de la flamme hier soir et constater les dégâts.

Dans Paris, les employés municipaux et les ouvriers tentaient hier de réparer les dégâts et nettoyer au lendemain de cette folle journée de violences inédites où certains gilets jaunes et des casseurs ont affronté la police dans les beaux quartiers, sous le regard médusé de Parisiens et de touristes, dans une ambiance insurrectionnelle, avec incendies, barricades, nuages de gaz lacrymogène, canon à eau, etc.

REPONSE SECURITAIRE ET POLITIQUE. Un total de 136 000 personnes ont participé samedi dans toute la France à la troisième journée de mobilisation des "gilets jaunes" au cours de laquelle 263 personnes ont été blessées contre 166 000 le samedi précédent (chiffre revu à la hausse hier, le précédent

étant de 106000).

Au total, à Paris, 412 personnes ont été interpellées et 378 placées en garde à vue, selon un bilan hier de la préfecture de police qui chiffre à 133 le nombre de personnes blessées dans la capitale.

Dans la nuit de samedi à hier, un automobiliste est mort à Arles (sud-est) après avoir percuté un poids lourd à l'arrêt en raison d'un embouteillage provoqué par un barrage de "gilets jaunes". Cet accident porte à trois le nombre de décès liés au mouvement depuis son démarrage voilà trois semaines.

Les gilets jaunes, qui tirent leur nom du gilet fluorescent que doit posséder chaque automobiliste, fédèrent nombre de Français modestes qui peinent à boucler les fins de mois, s'opposent la politique sociale et fiscale, et dénoncent le mépris et l'intransigeance dont le gouvernement ferait preuve à leur encontre, alors qu'il a plusieurs fois répété qu'il ne varierait pas de cap.

Samedi soir, alors que des voitures brûlaient en plein Paris et que des magasins étaient pillés, Emmanuel Macron avait accusé les manifestants violents de ne vouloir que le "chaos". Le gouvernement doit trouver une réponse sécuritaire aux méfaits des casseurs mais ne peut manifester plus faire l'impasse face à la "colère légitime", selon les mots du président, des "gilets jaunes".



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron hier dans les rues de Paris, théâtre la veille de scènes de chaos.

"ELOIGNE DES REALITES" • Après la journée de samedi, dont les images ont fait le tour du monde, marquée aussi par des manifestations et des heurts en province, certaines voix du pouvoir laissent entendre qu'il y aura du changement, au moins dans la forme, de l'action gouvernementale.

"Là où on a péché, c'est que l'on a été trop éloignés des réalités des Français", a estimé dans le journal Le Parisien le nouveau patron du parti macroniste LREM (La République en Marche), Stanislas Guérini, élu samedi.

Samedi soir, M. Castaner a reconnu que le gouvernement s'était "planté sur un certain nombre de séquences de communication et de pédagogie, notamment sur l'enjeu de se sortir du tout pétrole", puisque le bouffeur de cette colère populaire a été un projet de taxe sur les carburants censée financer la transition écologique.

Mais l'opposition et une

partie des "gilets jaunes", mouvement protéiforme sans structure ni dirigeant, réclament d'abord un geste fort au gouvernement, à commencer par un moratoire ou un gel de la hausse des taxes sur les carburants.

A droite, le président des Républicains, Laurent Wauquiez, a réitéré son appel à un référendum sur la politique écologique et fiscale d'Emmanuel Macron. Marine Le Pen (extrême droite) a demandé à être reçue par M. Macron avec les autres chefs de partis politiques d'opposition. Elle a aussi demandé la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections.

A gauche, le patron des socialistes, Olivier Faure, a réclamé des États généraux sur le pouvoir d'achat. Jean-Luc Mélenchon, chef de file de la France insoumise (gauche radicale), a appelé à rétablir l'impôt sur la fortune et applaudi "l'insurrection citoyenne" qui "fait trembler la macro-économie et le monde du fric".

Israël/Politique

La police recommande l'inculpation de Netanyahu pour corruption

AFP

Jérusalem/Israël

LA police israélienne a recommandé hier l'inculpation du Premier ministre Benjamin Netanyahu dans une troisième affaire de corruption qui pourrait faire chanceler le chef du gouvernement à la tête d'une majorité fragilisée ces dernières semaines.

Il revient désormais au procureur général de décider d'inculper ou non le Premier ministre et sa femme Sara pour l'acceptation de "pots-de-vin", "fraude" et "abus de confiance". La police recommande aussi l'inculpation de Mme Netanyahu pour "obstruction" à l'en-

quête. Le chef du gouvernement a immédiatement rejeté hier les conclusions de la police. "Je suis sûr que dans ce cas les autorités compétentes, après avoir examiné la question, parviendront à la même conclusion : qu'il n'y avait rien parce qu'il n'y a rien", a-t-il répondu dans un communiqué.

Le couple est soupçonné d'avoir tenté de s'assurer une couverture favorable de la part du site d'informations Walla en contrepartie de faveurs gouvernementales qui pourraient avoir rapporté des centaines de millions de dollars à Bezeq, principal groupe de télécommunications israélien, propriétaire de Walla. Entre 2012 et 2017, le Premier ministre et son en-

tourage sont "intervenus sur le contenu publié par le site d'information 'Walla' et ont cherché à influencer la nomination de personnes" afin de "publier des articles et des photos flatteuses, supprimant le contenu critique du Premier ministre et sa famille", a précisé la police dans son communiqué résumant les conclusions de l'enquête.

Sont également mis en cause le principal actionnaire de Bezeq, Shaul Elovitch, et son épouse Iris, soupçonnés d'avoir versé les pots-de-vin, ainsi que leur fils Or, accusé de fraude.

La police a déjà recommandé l'inculpation de Benjamin Netanyahu dans deux autres affaires de corruption en février. Il a été



Photo : AFP

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a du souci à se faire avec la recommandation d'une inculpation faite par la police.

entendu plus d'une dizaine de fois en tant que suspect

ou témoin dans différentes investigations.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit.** Un chef taliban tué par un drone américain

Les talibans, l'Otan et des sources officielles afghanes ont annoncé hier la mort d'un membre de l'état-major militaire taliban, Abdul Rahim Manan, tué samedi soir par un drone des forces armées américaines.

• **Chine-Etats-Unis/Politique.** Trêve entre Pékin et Washington, mais...

Donald Trump et Xi Jinping se sont mis d'accord samedi sur une trêve dans la guerre commerciale qui menace les économies de leurs pays, mais les analystes soulignent que cette pause ne résout pas encore les problèmes de fond de leur rivalité économique.

• **Géorgie/Présidentielle.** Manif contre la fraude



Photo : AFP

Plusieurs dizaines de milliers de Géorgiens se sont réunis hier dans les rues de la capitale Tbilissi pour protester contre l'élection présidentielle remportée mercredi par la candidate du pouvoir, scrutin qu'ils estiment truqué.

• **Irak/Conflit.** Novembre, mois le moins meurtrier depuis 6 ans

Le mois de novembre a été le moins meurtrier pour la population civile en Irak en six ans, a indiqué dimanche un communiqué de l'Onu. La mission d'assistance des Nations unies en Irak (Unami) fait état de 41 civils tués et 73 autres blessés dans des "actes terroristes, violences et conflit armé" en Irak au cours du mois de novembre 2018.

• **Israël/Justice.** Libération du gouverneur palestinien de Jérusalem

Le gouverneur palestinien de Jérusalem, Adnan Gheith, en garde à vue depuis une semaine, a été libéré hier mais assigné à résidence pour trois jours par les autorités israéliennes. Des responsables palestiniens ont condamné son arrestation, la seconde en un peu plus d'un mois.